

Georges décrypte



Le journal de la spécialité HGGSP



Vive la spé HGGSP !



Trapped in Gaza : between fire and famine, © Saher Alghorra pour The New York Times et Zuma Press Gaza.
Série de photographies lauréate du Prix Bayeux 2025 (Catégorie photo Jury International Nikon)

Editorial

A l'aube d'une nouvelle année 2026, la situation politique instable en France et à l'international peut légitimement inquiéter : affaiblissement des institutions, mépris grandissant du droit international, et compétition de plus en plus féroce entre les grandes puissances ont marqué l'année écoulée.

C'est pourquoi, dans ce monde fragile, des clés de compréhension sont plus que jamais nécessaires, en particulier pour les plus jeunes qui sont les citoyens de demain. La spécialité Histoire Géographie Géopolitique et Sciences Politiques s'efforce de rendre le monde plus compréhensible et plus accessible. En participant au Prix Bayeux à l'automne (pour les Terminales) ou au Forum Normandie pour la Paix au printemps prochain (pour les Premières), en multipliant les études de cas et travaux en classe, les élèves de la spécialité HGGSP s'approprient les grands enjeux contemporains. Alors oui, que vive (longtemps) la spécialité HGGSP !

Thibaud de Fortescu

INTERNATIONAL

Pokrovsk, une ville encerclée par les forces armées russes

Depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, la ville de Pokrovsk est un des principaux théâtres de l'offensive russe.

Le 10 novembre 2025, une vidéo publiée par le ministère russe de la Défense montre une dizaine de soldats russes entrant dans la ville de Pokrovsk, dans la région de Donetsk, au volant de vieilles motos et de voitures endommagées ou bien se déplaçant à pied. Cette nouvelle tactique d'approche consiste à se faire plus discrets pour ne pas être repérés par les drones ou satellites des services de renseignements américains.

En effet, les forces russes n'utilisent plus de chars d'assauts qui sont trop repérables et systématiquement détruits. Ainsi, à présent, ils s'infiltrent dans la ville en petits groupes ou bien seul dans une tentative de contrer la surveillance ukrainienne afin d'envahir Pokrovsk.

Une offensive sans relâche

Pokrovsk, cité minière où les combats durent depuis plus d'un an, semble presque entièrement encerclée par l'armée russe qui revendique contrôler 92 % de son territoire. Malgré la pression exercée par l'offensive russe dont les soldats se multiplient autour de la ville, les forces ukrainiennes tiennent tête et mettent tout en œuvre pour freiner la

progression de l'ennemi : telles que des offensives rapides et d'une extrême précision contre des positions et des lignes de ravitaillement russes, notamment grâce à l'utilisation de drones. Pokrovsk représente un point stratégique dans le Donbass. En effet, elle abrite une mine de charbon à coke, utilisé dans la sidérurgie, qui attise fortement les forces russes. Sa prise incarnerait une victoire majeure pour la Russie malgré un coût humain et matériel très important. Cependant, l'armée ukrainienne dément une prise potentielle de la ville et continuent de résister malgré des assauts quotidiens, de mauvaises conditions météo et la menace imminente d'un encerclement. « Ceci est notre pays, c'est notre flanc est, et nous ferons tout notre possible pour qu'il reste ukrainien » a déclaré Volodymyr Zelensky..

Un plan de paix qui semble échapper au pouvoir ukrainien

Ce point de tension dans le conflit russo-ukrainien alimente les craintes mais également l'espoir des forces ukrainiennes prêtes à tout pour protéger leur territoire national.

INTERNATIONAL



Des soldats ukrainiens de la 152^e brigade de chasseurs proches de Pokrovsk dans la région de Donetsk, le 15 octobre 2025.

Photo : Anatolii Stepanov / REUTERS

De ce fait, le plan de paix élaboré par Washington à l'aide de Moscou et présenté le jeudi 20 novembre a bousculé les perspectives de ce conflit. Ce texte de 28 points construit en l'absence de l'Ukraine, a suscité de nombreuses réactions, notamment de la part de nombreux pays européens « Rien ne doit être décidé sur l'Ukraine sans l'Ukraine », a déclaré vendredi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Ce texte prévoyait alors que l'oblast de Donetsk serait reconnu comme un territoire appartenant à la Russie.

Le dimanche 23 novembre, négociateurs ukrainiens et américains, soutenus par représentants européens, se sont alors rendus d'urgence à Genève afin de négocier avec le secrétaire d'État américain Marco Rubio, en vue d'une amélioration du plan de paix, jugé bien trop favorable à Moscou.

À l'issue de ces négociations, l'Ukraine et les États-Unis ont élaboré un nouveau plan de paix de 19 points dont le président américain félicitait l'avancée positive malgré la présence de « quelques points de désaccord » à corriger. Il annonçait par ailleurs que son émissaire Steve Witkoff se rendrait à Moscou dans l'objectif de convaincre le président russe de signer le plan de paix. Pokrovsk, qui incarne la porte d'accès à toute une région, pourrait permettre une vraie progression territoriale à la Russie, qui n'aurait donc plus intérêt à signer cet accord de paix. Les négociations pourraient remettre en question la prise de Pokrovsk tant convoitée par l'armée russe. Mais les Russes sont-ils vraiment prêts à accepter d'abandonner la conquête de l'est de l'Ukraine ?

Camille Sachy Anquetil

INTERNATIONAL

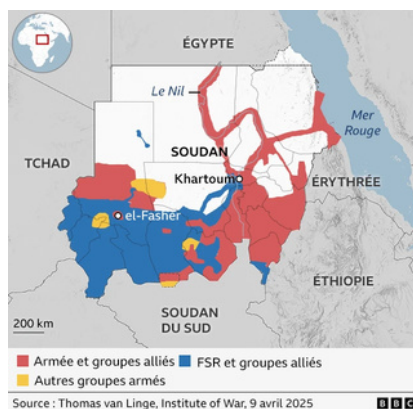
Le viol comme arme de guerre : la situation des femmes au Soudan

Longtemps mises sous silence, les violences sexuelles continuent d'avoir un impact considérable lors des conflits

Toutes les formes de violences sexuelles comme le viol, la stérilisation, les mutilations génitales féminines comme l'excision, ou l'esclavage sexuel peuvent être qualifiées d'armes de guerre lorsqu'elles sont utilisées de manière stratégique pour détruire des individus et des communautés. Reconnu par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale en 1998, le viol comme arme de guerre constitue un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Cette qualification s'appuie également sur les Conventions de Genève et leurs protocoles, ainsi que sur la jurisprudence des tribunaux pénaux internationaux, notamment le TPIR (Tribunal Pénal International pour le Rwanda), qui a formalisé pour la première fois la définition juridique du viol en contexte de conflit.

Soudan : 18 mois de violences sexuelles

Au Soudan, les cas de viols (parfois collectifs) se multiplient, la plupart étant commis par les Forces de Soutien Rapide (FSR : Force paramilitaire soudanaise luttant contre les groupes rebelles). On recense officiellement 279 viols à travers le pays, et plus de 500 femmes disparues selon le journal *Le Monde*.



Ces chiffres représentent en réalité seulement 2% des cas puisque la plupart des victimes restent dans le silence. Après s'être enfuie, Fatima raconte dans le quotidien *Le Monde*, l'irruption de trois miliciens des FSR, son enlèvement, et ce viol commis par trois soldats « dans une chambre obscure qui sentait le sang ». Dans un pays conservateur comme le Soudan, les femmes doivent porter ce fardeau seules, au risque d'être mises au ban de la société, de leur communauté, de leur propre famille. « Les viols commis par les FSR sont une tactique de guerre, selon Azza Youssef, psychologue. La femme devient un moyen de s'attaquer à une communauté, de la détruire de l'intérieur. »

INTERNATIONAL



Des femmes ayant fui la guerre au Soudan et dénoncé des cas d'exploitation sexuelle, ont trouvé refuge dans un camp à Adré, au Tchad.

Photo : AP Photo/Sam Mednick (2024)

Le viol, une arme de guerre qui franchit la ligne rouge

La Fondation Mukwege, créée par Denis Mukwege, lauréat du prix Nobel de la paix non seulement pour les soins qu'il a prodigués aux victimes, mais aussi pour son combat courageux et constant pour mettre fin à l'impunité des violences sexuelles en temps de guerre, œuvre à transformer la réponse mondiale aux violences sexuelles liées aux conflits à travers son initiative « Ligne rouge ». Celle-ci vise à éradiquer l'usage de la violence sexuelle comme arme de guerre en s'appuyant sur trois axes complémentaires.

D'abord, une condamnation universelle et non négociable de ces crimes, puis un renforcement du cadre juridique qui clarifie

et consolide les obligations des États en matière de prévention, de poursuite et de réparation, notamment en rappelant les normes du droit international humanitaire, des droits humains et des résolutions de l'ONU. Enfin, une pression politique accrue pour pousser les gouvernements à agir concrètement, rapidement et efficacement. La Fondation cherche donc à tracer une frontière symbolique et juridique infranchissable, qui permette de faire de l'usage des violences sexuelles en temps de guerre une atrocité universellement répréhensible au niveau mondial. Elle constitue également un motif d'espoir, illustrant que la solution passe aussi par l'engagement et la mobilisation des sociétés civiles.

Clémence Bouchedda-Libert et Emma
Roussel

INTERNATIONAL

COP 30 : une nouvelle déception

À Belém, au Brésil, le 22 novembre 2025, la 30^e Conférence des parties sur le climat (COP30) s'est achevée sans avancées majeures

Pourtant, cette conférence visait à limiter le réchauffement climatique et à assurer la mise en œuvre des engagements internationaux. Malgré une urgence climatique croissante, les négociations entre les 194 États participants ont abouti à un accord jugé insuffisant par plusieurs pays, dont le Canada et la France. La ministre française de la Transition écologique, Monique Barbut, a ainsi déclaré qu'il s'agissait d'« un accord sans ambition », tout en reconnaissant l'absence de mesures « inadmissibles ». Le texte final, intitulé *Mutirão* mondial, prévoit de tripler les financements pour la transition et de renforcer les actions collectives de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, aucune mention explicite des combustibles fossiles n'y apparaît, alors qu'ils constituent l'un des enjeux majeurs du réchauffement climatique. Cette omission s'explique par les divergences entre les États.

L'impossible consensus

Si l'Union européenne ainsi que plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique souhaitent progresser vers la sortie des énergies fossiles, ils se heurtent à l'opposition de grands producteurs comme la Russie et les pétromonarchies du Golfe, soutenus par certains pays émergents, notamment l'Inde, qui craignent une pénurie énergétique. La position des États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, a également pesé sur les négociations. Retiré de l'accord, le pays ne semble pas accorder d'importance aux efforts internationaux, comme l'ont souligné plusieurs observateurs, évoquant aussi des pressions exercées sur la question des énergies fossiles. Lors de la séance plénière finale, le président de la conférence, André



Amorim (Brésil) - Cartooning for peace

Correa do Lago, a reconnu ces limites en affirmant que certains pays avaient « des ambitions plus grandes ».

Tous les regards se tournent désormais vers la COP31 en Turquie, qui devra relever le niveau d'ambition afin d'éviter une nouvelle déception.

INTERNATIONAL

La communauté internationale face à Sanae Takaichi

Les déclarations de la nouvelle Première ministre japonaise sur Taïwan ont suscité de vives réactions au sein de la communauté internationale

En affirmant qu'un conflit autour de Taïwan pourrait menacer directement la sécurité et la survie du Japon, Sanae Takaichi a laissé entendre que Tokyo pourrait être amené à jouer un rôle actif dans une telle crise. Or, la question taïwanaise constitue l'un des dossiers géopolitiques les plus sensibles au monde, car la Chine considère Taïwan comme une province lui appartenant, tandis que l'île fonctionne *de facto* comme un État autonome.

Ces déclarations ont été perçues comme une remise en cause de la prudence diplomatique traditionnelle du Japon, qui cherche depuis plusieurs décennies à maintenir un équilibre entre son alliance avec les États-Unis et ses relations avec la Chine.

Des critiques et des craintes

De nombreux acteurs internationaux ont dénoncé ces propos comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine. Par ailleurs, le Japon s'était engagé en 1972, lors de la normalisation de ses relations avec la Chine, à reconnaître la position de Pékin sur Taïwan. Les déclarations récentes ont donc été interprétées comme un possible recul par rapport à ces engagements diplomatiques.

Les critiques internationales s'expliquent également par la crainte d'une escalade des tensions. Une prise de position trop affirmée du Japon pourrait encourager une militarisation accrue de la région et accroître le risque de conflit, notamment dans le détroit de Taïwan, un espace stratégique essentiel au commerce mondial.



La Première ministre s'exprimant au sujet de Taïwan

Photo : Kazuhiro Nogi / AFP

Ainsi, les propos de Sanae Takaichi ont dépassé le cadre national pour devenir une affaire internationale. Ils illustrent les tensions entre sécurité nationale, alliances stratégiques et respect du droit international, des enjeux centraux de la géopolitique contemporaine.

Lenna Benoit

INTERNATIONAL

Donald Trump, le nouveau pirate des Caraïbes ?

Les tensions s'accroissent dans les Caraïbes, traduisant la nouvelle stratégie des États-Unis en Amérique latine

Le président des États-Unis, Donald Trump, montre de nombreux signes d'une volonté hégémonique sur la zone caribéenne. Depuis septembre 2025, les États-Unis ont envoyé une grande partie de leur flotte dans la région. Une telle concentration de navires ne s'était pas vue depuis la crise des missiles de Cuba en 1962. L'administration étatsunienne impose une guerre hybride à Caracas. La guerre menée par Trump s'opère à l'aide de sanctions financières et économiques. Ces mesures s'accompagnent d'une campagne de diabolisation médiatique du président vénézuélien et d'un blocus maritime pétrolier.

La « doctrine Monroe » contre le droit de la mer

La marine américaine intensifie ses bombardements en mer contre des embarcations accusées de transporter de la drogue. Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a qualifié ces actions d'« exécutions extrajudiciaires ». Elles ont causé la mort de plus de cent personnes (au 18 décembre 2025). Ces opérations se font en dépit de l'existence de droit de la mer, car elles se déroulent dans les eaux internationales.



La Une de l'hebdomadaire russe *Monocle*, janvier 2026

Les agissements du président républicain indiquent une reprise des principes de la doctrine énoncée, en 1823, par le président James Monroe, notamment celui concernant l'Amérique latine, envisagée comme une région devant être soumise à l'influence des États-Unis.

America First

La politique engagée par l'administration américaine montre un tournant radical à la fois diplomatique et dans l'image que les États-Unis veulent renvoyer au monde.

« America first » scande régulièrement Donald Trump. Suivant ce slogan, les États-Unis respectent de moins en moins le droit international, ce qui déstabilise un certain équilibre mondial.

Wilfried Ponsard

ETATS-UNIS

New York : la vision audacieuse de Zohran Mamdani

Le 4 novembre 2025, Zohran Mamdani a remporté l'élection municipale à New York avec 50,4 % des voix

Zohran Mamdani est le plus jeune maire élu à New York. A 34 ans, il est aussi le premier socialiste revendiqué et premier musulman à la tête de la capitale financière mondiale. Alors qu'il était quasiment inconnu avec seulement 1 % d'intentions de votes, il a su convaincre, notamment grâce à une campagne sur les réseaux sociaux et beaucoup de porte-à-porte. Son discours concentré sur la réduction du coût de la vie, dans une ville devenue inabordable pour une grande partie des habitants a été central. Il a également défendu le statut de «ville-refuge» pour les migrants, se plaçant en totale opposition avec Donald Trump.

Un maire qui défie le Président

« Le futur est entre nos mains, mes amis, nous avons renversé une dynastie politique, nous respirons l'air d'une cité qui vient de renaître » a déclaré Mamdani lors d'un de ses discours, au Brooklyn Paramount. Lorsqu'il utilise le terme « dynastie politique », cela constitue une attaque directe envers le gouvernement de Donald Trump. Ce dernier avait ouvertement appelé à voter pour Andrew Cuomo, l'autre candidat démocrate plus modéré.

Il avait aussi menacé les habitants de New York de leur couper les fonds fédéraux si Mamdani était élu. Cette tension a mis en lumière l'importance de cette élection locale dans une ville historiquement démocrate. Le 4 décembre, dans la soirée, après la victoire de Mamdani, les deux hommes se sont entretenus, laissant craindre une logique d'affrontement.



La rencontre Mamdani-Trump dans le bureau ovale.

Photo : Jonathan Ernst/Reuters

Cependant, le ton s'est adouci, ouvrant la voie à un dialogue possible malgré des divergences idéologiques. La menace de couper les fonds fédéraux semble avoir été mise de côté. Des intérêts convergents peuvent-ils permettre un rapprochement ?

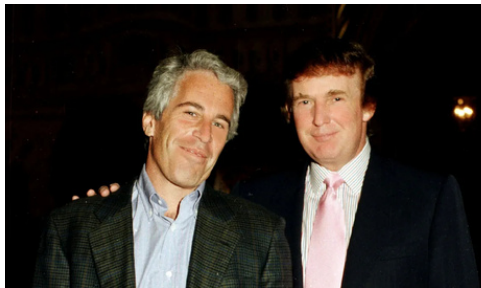
Morgane Mantel et Lalie Rimbart

ETATS-UNIS

L'affaire Epstein : la réputation de Trump entachée

Plus de six ans après le suicide du prédateur sexuel en prison, cette affaire continue de peser politiquement sur Donald Trump.

Jeffrey Epstein a fait fortune dans la finance au sein de la banque Bear Stearns. Au cours de sa carrière, le financier développe un cercle de relation au sein des élites américaines, notamment en devenant producteur de cinéma. Il se lie d'amitié avec des présidents américains comme Bill Clinton et Donald Trump. En 2019, Epstein est inculpé pour trafic sexuel de mineures par la justice américaine. Il était accusé d'avoir attiré chez lui et payé des adolescentes pour obtenir des rapports sexuels non consentis, entre 2002 et 2005, et les avoir incitées ensuite à recruter d'autres mineures.



Epstein et Trump en Floride en février 1997.

Photo : Davidoff Studios / Getty

Sa relation avec Donald Trump

Ayant fréquenté le producteur dans les années 90, le Président Trump est soupçonné d'avoir participé à ces fêtes. Sa volonté, dans un premier temps, de convaincre la Chambre des représentants de ne pas rendre public le dossier Epstein a suscité de vives tensions et oppositions. Le 19 novembre, le Président est revenu sur sa position et a décidé permettre la publication

d'une partie du dossier. Des e-mails de Jeffrey Epstein révélés par certains médias américains laissent penser que le Président américain « savait ce qui se passait avec les filles » et qu'il aurait même passé du temps avec l'une d'entre elles. Le Président aurait, selon certains experts comme Marie-Cécile Naves, sociologue française, « menti sur le moment où ils ont cessé toute relation », ce qui renforce les soupçons qui pèsent sur lui.

ETATS-UNIS

Le camp républicain fracturé

Depuis un certain temps, une grande partie du camp MAGA (Make America Great Again), souhaitait fortement la publication de ces dossiers, ce qui a créé une vraie césure dans le parti. Très influencé par la « culture du complot », les Républicains ont vu dans les photos de Trump et d'Epstein, un signe d'une amitié, et ont vu dans les lettres qui refont surface une preuve que Trump était un client du financier. Les rumeurs sont nombreuses, en particulier sur les réseaux sociaux.

L'influence de Trump se trouve alors fragilisée au sein de son propre parti, aussi bien chez les militants que chez les membres officiels. Il continue malgré tout de nier toute implication dans cette affaire et demande une enquête approfondie. Nous pouvons aujourd'hui nous demander si le Président sera fragilisé sur le long terme par cette affaire ou s'il réussira à la faire oublier.

Lilian Le Goareguer et Paul Letienne

Georges décrypte : ça continue !

L'été 2025 a constitué une étape importante pour l'équipe de la spécialité HGGSP du lycée Georges Brassens - et pour l'ensemble de l'équipe enseignante. En effet, deux de nos illustres collègues sont partis à la retraite. Laurence Carrez-Martin et Jean-Luc Villemin, présents depuis plus de 30 ans au lycée Brassens ont été à l'origine de nombreux projets et notamment, du lancement de "Georges décrypte". Ce numéro, le septième, est donc aussi celui du passage de flambeau.

A nous désormais de faire vivre ce journal de la spécialité, quels que soient les obstacles, notamment matériels. Aux élèves de s'emparer de cette opportunité pour apprendre, pour écrire, et pour se confronter à cet exercice riche et précieux !

L'équipe de la spécialité HGGSP

ETATS-UNIS

World Cup 2026 : un événement géopolitique

L'événement sportif devient un événement géopolitique à mesure que Donald Trump en fait un élément de sa politique intérieure et internationale

La Coupe du monde de 2026 de football organisée par l'UEFA, se déroulera du 11 juin au 19 juillet 2026 sur le continent nord-américain avec les États-Unis, le Canada et le Mexique comme pays hôtes. Pour cette édition, la formule a changé puisqu'elle intègre désormais 48 équipes au lieu de 32. Cet événement international n'est pas qu'une simple compétition sportive réunissant des passionné·e·s, elle est aussi un enjeu économique et politique pour les États organisateurs comme pour les États participants.

Un enjeu de puissance pour les Etats-Unis

Bien que l'événement soit organisé par trois Etats, les Etats-Unis affirment leur leadership comme le montrent les visuels officiels ou encore le nombre de stades bien plus important sur le territoire des Etats-Unis (11 sur 16, la finale se jouant à New York). Pour les Etats hôtes, l'enjeu est aussi économique en raison des retombées liées à la présence des supporters sur tout le continent A condition que ces derniers puissent venir...



Le Président Donald Trump et celui de l'UEFA, Gianni Infantino.
Photo : Francis Chung/EPA-EFE

ETATS-UNIS

En effet, dans le cadre de la défense de sa politique migratoire agressive, Donald Trump a déclaré qu'il « refuserait les supporters de 19 pays qualifiés, dont Haïti et l'Iran car cela va à l'encontre de sa politique migratoire ». Ceci n'entre-t-il pas en contradiction avec la supposée neutralité politique des événements sportifs voulue par l'UEFA ? En réaction, l'Iran a d'ores et déjà annoncé un boycott du tirage au sort.

Le quotidien sportif L'Équipe estime qu'il s'agira de la coupe du monde « la plus polluante de l'histoire du sport », libérant en plus d'un mois l'équivalent de 9 millions de tonnes de CO2. L'enjeu environnemental est donc, lui aussi, considérable et semble passé sous silence par le principal pays organisateur dont le Président Trump compte surtout faire de ce moment un événement illustrant la puissance Etats-unienne...

Mathéo Hart et Louna Williot

Derrière ce numéro...

Ce numéro a été conçu par des élèves volontaires de Terminale HGGSP, encadrés par leurs enseignants. Le choix du sujet pour l'article était libre, tant qu'il était en lien avec les programmes de la spécialité, et les élèves pouvaient travailler seul·e ou en binôme. Tous les articles n'ayant pas été terminés, ceux publiés dans ce numéro sont donc ceux qui ont été jugés les plus aboutis par les enseignants. Nous félicitons les élèves pour leur travail !

Conception et mise en forme : Thibaud de FORTESCU

Responsables de la rédaction : Thibaud de FORTESCU et Wilfried PONSARD

Directrice de la rédaction : Karine MARENDAT

FRANCE

Shein, la boutique qui ouvre... et le réseau qui se ferme

Au moment même où Shein ouvre sa boutique à Paris, un scandale de produits illégaux éclate.

Le scandale a éclaté lorsque les contrôleurs de la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) ont découvert sur la plateforme Shein la vente de produits strictement interdits en France. Parmi eux, figurent notamment des « poupées sexuelles » à apparence enfantine, considérées comme potentiellement liées à la pédopornographie, mais aussi des armes telles que des machettes, des couteaux renforcés ou d'autres objets contondants. Ces découvertes mettent en lumière une grave défaillance des systèmes de contrôle et de modération de la plateforme. Malgré le retrait rapide des annonces par Shein et le renforcement de ses filtres, ces produits ont provoqué une vive inquiétude en raison des risques qu'ils représentent pour la sécurité publique et la protection des mineurs.

Une interdiction temporaire

Face à la gravité de la situation, le ministère de l'Économie a lancé une procédure de suspension temporaire contre la plateforme. Cette décision exceptionnelle montre la fermeté des autorités françaises.

Shein est donc contraint de supprimer immédiatement tous les produits illicites et de prouver l'efficacité de son système de contrôle, notamment concernant la traçabilité des vendeurs et la fiabilité de la modération algorithmique. Même si la suspension a été gelée après la mise en conformité apparente de la plateforme, Shein reste sous surveillance renforcée. Une récidive pourrait donc entraîner une interdiction totale sur le territoire français.

Shein devant la justice

Dernière étape de cette affaire : la convocation de Shein devant l'Assemblée nationale. La marque devra répondre devant les députés de nombreuses questions, notamment sur l'origine de ces produits, le rôle des vendeurs tiers et la réelle efficacité de son système de modération.

L'Assemblée nationale a d'ailleurs approuvé mercredi la mise en place d'une taxe ciblant les petits colis : une taxe de 2 euros concernant les colis d'une valeur inférieure à 150 euros d'origine extra-européenne.

FRANCE



Des personnes manifestent devant le BHV en opposition à l'ouverture de la boutique SheIn.

Photo : Romuald Meigneux/SIPA

Cette mesure illustre la volonté de renforcer le contrôle sur les flux de marchandises issus des plateformes internationales. Les élus souhaitent également obtenir des garanties concrètes afin d'éviter que de telles dérives ne se reproduisent : cette audition s'inscrit dans une volonté politique claire de rappeler que les géants du e-commerce sont soumis aux lois françaises et européennes et qu'ils ne

peuvent pas échapper à leurs responsabilités juridiques et morales. Cette affaire soulève plus largement la question du contrôle des géants du e-commerce à l'échelle mondiale : comment parvenir à réguler efficacement des entreprises globales qui dépassent les frontières et les capacités d'action des États ?

Clara Twittenhoff et Klélya Letalleur

Le prochain numéro...

Au printemps, les élèves de 1ère HGGSP publieront le septième numéro de "Georges décrypte". Alors que ce début d'année 2026 nous offre une actualité riche, intense et parfois inquiétante, nul doute que l'éventail des sujets possibles sera vaste...

FRANCE

Des vivants : raconter l'après-Bataclan, entre douleur, mémoire et reconstruction

Dix ans après les attentats du 13 Novembre 2015, la fiction s'empare de ces événements qui ont bouleversé son histoire contemporaine

Alors que les commémorations rappellent l'ampleur du traumatisme national (132 morts, des centaines de blessés, des milliers de vies brisée) la question de la mémoire, de la représentation de l'après traumatisme demeure centrale. C'est dans ce contexte chargé en émotions que Jean-Xavier de Lestrade dévoile *Des Vivants*, une série qui ne cherche pas à rejouer l'horreur, mais à comprendre ce qui vient après, à savoir

l'effondrement, le silence, la reconstruction lente et chaotique des otages du Bataclan. En s'appuyant sur les témoignages authentique de sept rescapés, la série s'inscrit au cœur de ce dixième anniversaire, offrant non pas un récit héroïque, mais une plongée intime dans la vie de celles et ceux qui ont survécu, et qui tentent, encore aujourd'hui, de redevenir vivant.



Un extrait de la série
Des Vivants
Photo : © What's up
films

FRANCE

Un projet salué à l'étranger malgré les polémiques

En Suisse, en Belgique et dans la presse internationale, *Des Vivants* a été accueillie comme une œuvre « sensible » et « inédite » dans sa manière de raconter ce temps long de la reconstruction, trop souvent oublié. Le quotidien belge *Le Soir* insiste sur la capacité de la série à montrer comment certains rescapés deviennent des « potages », contraction des mots « potes » et « otages » utilisé dans la série, soudés par une expérience commune de terreur, puis par l'effort de se reconstruire ensemble. Pour autant, cette sortie n'a pas été sans débat. Le journal britannique *The Guardian* a relayé la polémique autour du tournage dans le Bataclan même : certains survivants ont jugé indécent de filmer sur les lieux exacts où la mort les a frôlés de près. Le réalisateur s'est défendu en expliquant que tourner ailleurs aurait été « incongru » et n'aurait pas rendu justice à l'authenticité recherchée.

« Pour une fois, on montre l'après de façon fidèle »

L'un des témoignages les plus précieux autour de la série est celui de Sandrine Larremendy, ex-psychologue de la police judiciaire, qui avait négocié avec les terroristes puis accompagné plusieurs otages en thérapie.

Elle affirme que *Des vivants* est la première fiction à représenter « de façon fidèle et détaillée » l'après-attentat, loin des clichés habituels : « Les symptômes psycho-traumatiques sont trop souvent caricaturés. Là, on voit vraiment le traumatisme sensoriel, les odeurs de sang, les cris qui restent en vous ». La psychologue confie aussi avoir retrouvé trois des otages en thérapie, situation inhabituelle.

Une œuvre mémorielle essentielle

Au-delà de l'histoire des sept otages, *Des vivants* interroge l'après-coup collectif. Pour Larremendy, la série rappelle combien le soutien du pays, des associations et des institutions publiques fut déterminant : « Si le pays a tenu, c'est parce qu'il y a eu un maillage associatif. Dans ces moments-là, il faut faire corps autour de l'individu. » Le dernier épisode, consacré au procès des terroristes survivants en 2021-2022, ouvre la série sur un horizon plus vaste : celui de la mémoire nationale et du lien fragile qui nous unit face à la violence extrême. Lestrade ne cherche pas un « happy end » ; il montre des parcours encore cabossés, des destins que le temps ne suffit pas à réparer.

Thomas Fréret
